

**LE TROU****JACQUES BECKER**SÉRIE N°15 - DVD N°9  
5,90 € EN PLUS DE « M »  
LE MAGAZINE DU « MONDE »  
UNIQUEMENT  
EN FRANCE MÉTROPOLITAINE**CULTURE & IDÉES****L'écolophobie est à la mode**

Les ouvrages qui pourfendent l'« intégrisme vert » se multiplient. SUPPLÉMENT

**SCIENCE & TECHNO****Evaluation scolaire : peut mieux faire**

Faut-il évaluer les élèves dès la maternelle ? La réponse des chercheurs. SUPPLÉMENT

**Les nettoyeurs du Net**M • LE MAGAZINE DU « MONDE »  
UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE  
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

ΚΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ

- ΑΘΗΝΑ

www.pressdelivery.gr

# Le Monde WEEK-END

Samedi 5 novembre 2011 - 67<sup>e</sup> année N°20774

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

## Branle-bas de combat au G20 pour sauver la croissance mondiale

**■ Georges Papandréou renonce au référendum et prépare son départ. Le FMI met l'Italie sous surveillance. La BCE baisse ses taux. Les pays émergents prêts à mobiliser leur épargne**

Après la Grèce, l'Italie. Mobilisé jeudi 3 novembre autour de la crise grecque, le sommet de Cannes des chefs d'Etat et de gouvernement des vingt principales puissances économiques de la planète a été dominé, vendredi, par le cas italien. Face au risque de récession qui menace, en Europe notamment, les dirigeants du G20 cherchaient les moyens de soutenir la croissance mondiale.

Sous la pression d'Angela Merkel et de Nico-

las Sarkozy, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a annoncé qu'il renonçait à son projet de référendum sur le plan anticrise européen et s'est déclaré prêt à abandonner son poste. A Athènes, un gouvernement d'union nationale pourrait être constitué. Les dirigeants du G20 s'inquiètent désormais de la capacité de Silvio Berlusconi à mettre en œuvre, en Italie, autre pays lourdement endetté, le programme de réformes prévu. Le FMI a annoncé la mise

sous surveillance du pays. Le G20 devait s'achever vendredi après-midi sur un communiqué appelant chaque pays à prendre des mesures en faveur de la croissance. Dans cette perspective, la BCE a annoncé jeudi une baisse surprise du loyer de l'argent dans la zone euro - son taux directeur étant ramené de 1,5% à 1,25%. Les pays émergents, inquiets des dérives du monde développé, se déclaraient prêts à mobiliser leurs fonds. ■ Lire pages 2, 3, 4 et 16

## Le sport où tous les coups sont permis

**■ Enquête sur le « mixed martial arts »**

Cahier Sport &amp; forme



Un combat à Las Vegas, le 29 octobre. D. JACOBSON / ZULFA LLC

## Encore un petit effort, dottore Draghi!

Le tout nouveau président de la Banque centrale européenne (BCE) a apporté, jeudi 3 novembre, un petit cadeau au sommet du G20 réuni à Cannes. C'est un geste élégant, mais Mario Draghi aurait pu être plus généreux. A l'unanimité, le conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de réduire de 25 points son principal taux directeur : il passe de 1,5% à 1,25% - ce qui devrait réduire le clou du crédit dans l'ensemble de l'Eurozone.

L'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, qui vient de prendre ses fonctions, inaugure son mandat à Francfort avec une décision de bon sens. Cette baisse des taux va dans la direction souhaitée par les dirigeants du G20, dont les pays - Nord et Sud confondus - représentent près de 85% de la richesse mondiale.

Or ils sont inquiets. La saga

grecque masque le vrai souci : la perspective d'une quasi-récession en 2012. L'ambiance sur la Croisette n'était pas, jeudi, à la désinvolture distinguée qui sied en un lieu où l'on célèbre chaque printemps les fastes du septième art. Au contraire, le moral était au plus bas.

Les prévisions - celles du Fonds monétaire, de la Banque mondiale, de l'OCDE - annoncent une année 2012 des plus difficiles : 1% de croissance au mieux dans la

### Editorial

zone euro ; situation guère meilleure aux Etats-Unis ; et, par ricochet, les puissantes locomotives que sont les nouvelles économies émergées, de la Chine et du Brésil notamment, commencent à manquer de souffle.

Bref, ce qui menace, ce n'est pas l'inflation, mais l'atonie de l'activité. C'est particulièrement vrai dans les dix-sept pays de l'Eurozone. Le Bureau international du travail annonce un taux de chômage record dans l'union monétaire - 10,2% en septembre - et l'éventualité de graves troubles sociaux.

Les plans de redressement budgétaire qui y sont mis en œuvre sont justifiés par l'ampleur des dettes souveraines accumulées. Mais, dans le même temps, ils minent les perspectives d'un vrai redécoupage de la croissance. Ils plombent les rentrées fiscales et, du même coup, ne facilitent pas l'assainissement des finances publiques.

Il faut trouver un cocktail de politique conjoncturelle plus intelligent. Si l'arme du budget est limitée, pour cause de dette, celle

de la monnaie doit être employée. A ce titre, quand on regarde les taux pratiqués aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suisse ou au Japon - entre 0% et moins de 1% -, on peut juger que M. Draghi aurait dû aller plus avant.

Il reste dans une tradition de prudence qui fut celle de son prédécesseur, Jean-Claude Trichet. Il a dit qu'il s'en tiendrait à l'interprétation la plus orthodoxe de son mandat. Pas question que la BCE fasse comme la Réserve fédérale ou la Banque d'Angleterre. Celles-ci achètent directement la dette émise par leurs gouvernements - politique de facilité monétaire qui passe pour une abomination inflationniste et morale à Francfort. Mais qui tient les marchés en respect. M. Draghi devrait composer avec cette réalité, bref rester un peu italien tout de même... ■

## Les « sérieuses difficultés » de la patronne de l'Unesco

**Rencontre Irina Bokova fait face au gel du financement américain après l'adhésion de la Palestine à l'Unesco. P. 6**

## Comment la police des polices traque les flics ripoux

**Inspections L'affaire Michel Neyret, à Lyon, et celle du Carlton à Lille ont mis l'IGPN et l'IGS sur le devant de la scène. Enquête sur les « boeuf-carottes ». Page 11**

e regard de Plantu

Après les  
**MERKOZY :**  
les  
**PAPASCONI****Théâtre de la Bastille**

01 43 57 42 14

theatre-bastille.com

16 > 29 NOVEMBRE  
FRAGMENTS  
D'UN DISCOURS  
AMOUREUX**Roland Barthes**MISE EN SCÈNE  
Arnaud Churin21 NOVEMBRE >  
22 DÉCEMBREBULLET  
PARK**John Cheever**

le collectif Les Possédés

## En Roumanie, 73 kilos d'uranium... dans la nature

L'affaire pourrait inspirer le scénario d'une série américaine à l'image de *24 heures chrono*, mais elle donne le frisson aux Roumains. Début octobre, au petit matin, plusieurs employés du dépôt de matériaux radioactifs de Stei – un village situé dans le nord de la Roumanie – qui allaient chercher leur matière première ont eu un choc. Huit cylindres contenant 73,5 kilos de minerai d'uranium, sur les douze qui avaient été stockés dans le dépôt, ne s'y trouvaient plus.

L'information a été rendue publique le 26 octobre dans un communiqué laconique de la Commission nationale pour le contrôle des activités nucléaires (CNCAN). « La CNCAN a été informée de la disparition de huit cylindres d'une longueur de 3,5 mètres contenant du minerai d'uranium sous forme de roche, qui est un matériau à basse activité, assure le communiqué de la CNCAN. Même si les cylindres en métal étaient cassés ou détruits, l'impact serait réduit. »

Cependant, malgré les assurances des autorités, les Roumains s'inquiètent de cette disparition, d'autant plus que le 27 mai quelques dizaines de documents secrets avaient eux aussi disparu des archives de la Régie nationale pour les activités nucléaires de Pitesti, ville située dans l'est du pays.

Depuis, une commission à laquelle s'est associé le Service roumain des renseignements (SRI) a ouvert une enquête, mais les résultats sont loin du compte et les investigations ne sont pas terminées.

« Ces documents classifiés qui ont disparu ont probablement

été détruits sans avoir été enregistrés », affirme Serban Valeca, sénateur socialiste et ex-président de l'institution chargée de ces archives. Mais malgré les assurances du sénateur, l'enquête n'a pas confirmé ce point de vue. Les Roumains craignent que ces documents sensibles ne parviennent à des réseaux terroristes.

### Petite bombe atomique

Le contenu des documents, dont les titres ont été rendus publics, révèle des secrets concernant la technologie nucléaire utilisée en Roumanie.

Le minerai d'uranium est extrait des mines de Bihor et de Bistrita, situées dans le nord du pays, puis transporté à l'usine de Feldioara, dans le centre, pour produire le dioxyde d'uranium. Celui-ci est ensuite acheminé à Pitesti, dans le Sud – là où les documents secrets ont disparu –, avant d'arriver à la centrale nucléaire de Cernavoda, située au sud-est, sur les bords du Danube.

Cette centrale, qui dispose de deux réacteurs, utilise le procédé canadien Candu et fonctionne avec de l'uranium naturel et de l'eau lourde. Selon les spécialistes, une quantité suffisante de minerai d'uranium et la technologie pour fabriquer le combustible nucléaire – dont les données se trouvaient dans les documents disparus – suffiraient pour produire une petite bombe atomique. Il ne manque qu'un réacteur qui pourrait être improvisé dans une pièce avec des données facilement accessibles sur Internet. ■

MIREL BRAN  
(BUCAREST, CORRESPONDANT)

**Récit** Un plan de sauvetage drastique, un peuple fou de rage, un référendum avorté... En quelques jours, le premier ministre grec, héritier d'une grande dynastie d'hommes d'Etat, a joué son destin sur un coup de poker. Et il a perdu

## Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou



Georges Papandréou devant le Parlement grec, le jeudi 3 novembre. Le premier ministre espère un vote de confiance des députés, vendredi 4. LOUISA GOULIAMAKI/AFP

Athènes  
Correspondance

Le 21 octobre 1981, Andréas Papandréou conduisait le Parti socialiste qu'il avait créé, le Pasok, au pouvoir. Trente ans après, son fils Georges s'apprête à le quitter au terme d'une folle semaine, mettant peut-être fin à une dynastie qui a dominé la vie politique grecque depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Il s'y est résigné après avoir provoqué une panique mondiale, en annonçant, le 31 octobre, un référendum sur le nouveau plan d'aide à la Grèce. Après deux ans de pouvoir harassant, pendant lesquels il a bataillé pour essayer de sauver le pays de la faillite, sous le contrôle d'une « troïka » de plus en plus envahissante, il devrait abandonner ces prochains jours la direction d'un pays à bout de souffle et d'un Pasok en lambeaux.

En un discours, voire en un seul mot, « référendum », il a ruiné le peu d'aura internationale qui lui restait. L'image de l'homme politique courageux et responsable, à défaut d'être efficace, s'est évanouie auprès de ses partenaires européens, qui

### En un discours, voire en un mot, « référendum », il a ruiné le peu d'aura internationale qui lui restait

venaient d'accepter de verser 130 milliards d'euros à la Grèce et d'effacer 100 milliards de dettes, en espérant sauver l'euro. Un référendum lancé par un homme politique avec un tel degré d'impopularité a été perçu comme suicidaire, pour lui-même, pour la Grèce et pour l'Europe.

La semaine folle de Papandréou a commencé vendredi 28 octobre, au lendemain de l'accord européen sur un nouveau plan d'aide. Depuis deux ans, Georges Papandréou regarde passer, imperturbable, les manifestants qui demandent son départ et le retrait des mesures d'austérité, dans une violence de plus en plus grande. Il affiche généralement un mot de compréhension, avant d'expliquer qu'il n'a pas le choix. Les manifestants aboient et l'austérité passe.

Le 28 octobre, à l'occasion du Jour du non – qui célèbre l'un des rares moments d'unité nationale dans le pays, la résistance à l'invasion des troupes italiennes en 1940 –, le président de la République, Karolos Papoulias, 82 ans, ancien résistant, a été qualifié de « traître » par les manifestants qui ont interrompu le défilé militaire de Salonique.

Le premier ministre a compris ce jour-là qu'une étape avait été franchie dans la contestation des politiques, dépassant les insultes régulières proférées contre les

ministres. Les manifestants s'attaquaient au plus haut représentant de l'Etat, figure respectée et au-dessus des partis.

Georges Papandréou met au point, avec une poignée de ministres et de conseillers, son idée de référendum qui lui tient à cœur depuis longtemps et qui lui sera fatale. La plupart des ministres ne sont pas au courant, à commencer par son ministre des finances, Evangelos Venizélos, qui participe à toutes les négociations européennes, ni les chefs d'Etat étrangers ou les institutions créancières du pays, même s'il avait évoqué avec eux cette idée.

Il semble alors persuadé qu'il a réussi un bon coup. Il évite le danger des élections anticipées, déstabilisantes pour le pays, et pense tendre un piège à son principal opposant de droite, Antonis Samaras, en le sommant de se prononcer pour ou contre l'Europe. En redonnant la parole au peuple, il espère retrouver une légitimité.

La suite montrera que Georges Papandréou n'est pas un grand stratège. La députée Hélène Panariti, qui le décrivait il y a peu comme « un homme charismatique, créatif, très calme et très sage », a été ébranlée par cette décision qu'elle n'a pas comprise, au point d'être tentée de ne pas voter la confiance au gouvernement, alors qu'elle est revenue en Grèce à la demande de Georges Papandréou, dont elle est une conseillère économique. Georges Papandréou, qui peut, selon le politologue Georges Séfertzis, « subir des tensions très importantes sans perdre son sang-froid », semble céder à la panique.

Il est entré en politique dans le sillage de son père, dont il devient ministre en 1985. La politique en Grèce est une petite histoire de grandes familles politiques, où l'on se passe le flambeau d'une génération à l'autre. Andréas Papandréou avait lui aussi été ministre de son père, Georges. Les relations de Georges (deuxième du nom) avec Andréas sont parfois compliquées, quand le premier règne d'Andréas s'achève dans les scandales et par un remariage à 70 ans avec une hôtesse de l'air. A la mort de son père, il soutient le réformateur, Costas Simitis, qui prend la tête du parti contre deux fidèles d'Andréas.

Elevé aux Etats-Unis, ayant fréquenté Harvard et la London School of Economics, Georges Papandréou incarne un socialisme moderne, mais doit une bonne partie de son pouvoir aux proches de son père. En 2007, après avoir perdu une deuxième fois les élections législatives, un député de Salonique, Evangelos Venizélos, tente un « coup d'Etat » pour prendre la tête du parti. Il échoue car Georges Papandréou obtient le soutien de la vieille garde du Pasok et des puissants syndicats. « C'est la contradiction existentielle de Papandréou, explique Georges Séfertzis. C'est un homme très moderne, très libéral,

mais en gérant l'histoire de son père, il a été obligé de faire alliance avec l'aile traditionnelle du Pasok et les syndicats. »

En tant que ministre des affaires étrangères de Simitis, puis en tant que premier ministre, il tournera le dos aux discours nationalistes de son père et agira en faveur d'un rapprochement avec la Turquie.

Arrivé enfin au poste de premier ministre en 2009, après deux campagnes perdues, il va se retrouver en position de détricoter une partie de l'héritage de son père, qui a construit cet Etat pléthorique et inefficace et utilisé sans vergogne le clientélisme politique – pratiqué par les deux principaux partis –, qui se résume ainsi : je trouve un travail pour ton fils ou ton cousin dans des administrations ou des entreprises publiques et tu votes pour moi.

Sous la pression de la troïka, mais aussi par conviction personnelle, il entreprend de démanteler cet héritage qui coûte cher au pays. La purge est brutale : diminution de salaires et de retraites, regroupement d'organismes publics, etc. Il se heurte à des résistances profondes. Il fait des lois mais elles ne sont pas appliquées. C'est en découvrant ces lenteurs que la troïka quitte la Grèce, début septembre, provoquant un psychodrame qui n'est toujours pas terminé.

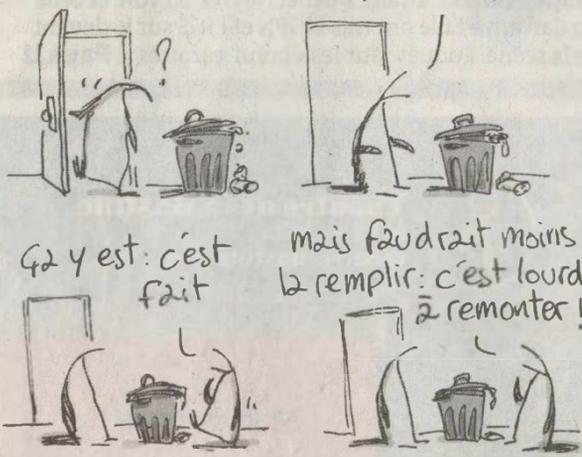
L'isolement de Papandréou grandit. Sous une forte pression interne, dans la rue et dans les rangs du Pasok, il doit désormais affronter l'hostilité plus ou moins compatissante de ses pairs européens. Jusqu'à l'humiliation du G20 de Cannes, le 2 novembre, où il est publiquement reçu par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel comme un cancre qu'on doit tancer. Les deux leaders corrigent sa copie pour lui dicter la date et la question qu'il doit poser à son peuple.

### En redonnant la parole au peuple, il espère alors retrouver une légitimité. La suite montrera que Georges Papandréou n'est pas un grand stratège

Le lendemain, Evangelos Venizélos dirige la manœuvre des ministres et des députés pour s'opposer au référendum. C'est à la fois un coup de poignard et le moyen de s'en sortir sans une humiliation complète. Après bien des tergiversations, il renonce à ce scrutin et annonce qu'il « n'est pas accroché à son fauteuil », en acceptant un gouvernement de coalition. Il négocie un ultime délai en demandant aux députés de lui voter une dernière fois sa confiance, avant qu'il ne tire sa révérence. Ironie du sort, c'est le même Evangelos Venizélos, alors jeune juriste, qui avait contribué à sortir Andréas Papandréou de la nasse judiciaire dans laquelle il était enlisé à la fin des

## Les indégivrables Xavier Gorce

Chéri, c'est pas toi qui devrais sortir la poubelle, pour une fois ?



Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directeur, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », membre du directeur, directeur des rédactions Erik Izraelievicz

Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur  
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery  
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann  
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« M Le magazine du Monde »)  
Chef d'édition Françoise Tovo  
Directeur artistique Aris Papatheodorou  
Médiateur Pascal Galinier  
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi  
Conseil de surveillance Pierre Berge, président, Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA  
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél : 01-57-28-20-00  
Abonnements par téléphone de France 32-89  
(0,34 € TTC/min) de l'étranger : (33)1-76-26-32-89  
ou par Internet : www.lemonde.fr/abonjournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037



publié par  
Président : Louis Dreyfus  
Directrice générale :  
Corinne Mrejen



PRESSE  
PAYANTE  
2011  
PRINTED IN FRANCE



80, bd Auguste-Blanqui,  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26



Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg,  
94852 Ivry cedex

# En Grèce, Georges Papandréou se dit prêt à s'effacer

L'hypothèse d'un gouvernement de transition ou de coalition est évoquée à Athènes

Athènes

Correspondance

C'est au bout de son troisième long discours de la journée, que le premier ministre grec Georges Papandréou a lâché, jeudi 3 novembre au soir devant le Parlement : « *Je ne m'accrocherai pas à mon siège.* » Il s'est résigné à quitter la tête du gouvernement, même si la date est encore incertaine. Il avait auparavant renoncé à l'idée de référendum, qui avait provoqué la fureur de ses partenaires européens et scellé sa fin. Au grand soulagement du G20 et des bourses mondiales.

Mais les Grecs devaient quand même avoir droit à une nouvelle journée de psychodrame, vendredi car le vote de confiance au gouvernement est maintenu, pour permettre en principe au premier ministre de garder la face. Son souci est de ne pas partir sur une humiliation, après la fessée administrée par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy au G20 à Cannes, mercredi soir, quand ils lui ont dicté la question à poser au référendum. Et la claque donnée par son propre ministre des finances et vice-premier ministre Evángelos Venizélos, le lendemain, quand il a pris position contre la tenue d'un référendum, suivi par d'autres ministres.

M. Venizélos a essayé ensuite de le convaincre qu'il devait partir. « *Il lui a été dit qu'il devait se retirer dans le calme afin de sauver son parti* », a expliqué une source gouvernementale à Reuters. « *Il a accepté de démissionner. Cela s'est passé de manière très civilisée, sans acrimonie. Venizélos lui a dit qu'il devait effectuer une sortie honorable à la fois pour lui et pour son parti et que les ministres l'aideraient en ce sens.* »

Les députés qui avaient annoncé qu'ils ne voteraient pas la confiance pourraient revenir sur leur décision puisque M. Papandréou renonce au référendum et est prêt à partir. S'ils trouvent que la position du premier ministre est suffisamment claire. M. Papandréou a plaidé pour un vote de confiance afin d'éviter le vide qu'entraînerait la chute du gouvernement. Si son gouvernement tombe, il part tout de suite. S'il obtient la confiance, il bénéficiera d'un délai de grâce, avant la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Jeudi matin, le leader de l'opposition Antonis Samaras s'est empressé de demander la démission de M. Papandréou, mais surtout « *la formation d'un gouvernement de transition, temporaire, avec un mandat exclusif pour convoquer des élections, et (...) la ratification du plan de sauvetage par le Parlement actuel* ». « *Au point où nous en sommes arrivés, le nouvel accord de financement est inévitable et doit être garanti* », a expliqué M. Samaras.

C'est la première fois que le leader de l'opposition se prononce en faveur du plan. Ses premières réactions avaient été hostiles à l'accord du 27 octobre. Mais voyant les portes du pouvoir commencer à s'entrouvrir, il infléchit sa position.

Georges Papandréou lui a rendu un fier service, en lançant son idée de référendum. Jusque-là, M. Samaras était considéré comme une sorte de mouton noir européen, jusque dans les rangs de ses collègues conservateurs du Parti populaire européen. Avec son référendum, Papandréou lui a volé la vedette, en montrant qu'il pouvait déclencher une crise mondiale et faire paraître M. Samaras et

son obsession des élections comme plus rassurant.

M. Papandréou s'est appuyé sur les déclarations de M. Samaras pour justifier son recul. A partir du moment où les propos du chef de Nouvelle Démocratie ouvraient la voie à un gouvernement d'union, le recours au référendum n'est plus nécessaire.

Des désaccords persistent sur le type de gouvernement envisagé. M. Samaras parle d'un gouvernement de transition d'une durée limitée de six semaines. M. Papandréou évoque un gouvernement d'union nationale apte à gérer le pays pendant quelques mois, avant de convoquer des élections. Dans les deux scénarios, aucun des deux rivaux ne participerait à ce gouvernement. Le nom de l'ancien vice-président de la banque centrale européenne, Lucas Papademos, circule fréquemment.

Le délai de six semaines proposé par M. Samaras semble bien court. Il est suffisant pour organiser des élections, mais ne devrait pas permettre une ratification du plan de sauvetage. M. Venizélos a indiqué que celui-ci ne serait pas finalisé avant le 12 janvier. Il a insisté sur la nécessité de recevoir la sixième tranche de prêt de 8 milliards d'euros, pour éviter la faillite de l'Etat, avant le 15 décembre.

Le sentiment d'urgence devrait

Lors du conseil des ministres extraordinaire, Georges Papandréou déclare : « *Nous portons notre croix et ils nous jettent des pierres* »

faciliter un accord, à condition que les deux rivaux acceptent de s'écouter. Ce qui n'est pas certain. « *Je ne suis pas sûr que Georges Papandréou soit le plus apte à mener les négociations pour créer ce gouvernement de consensus. Je ne suis pas sûr qu'il ait la confiance au Parlement. Si le gouvernement chute, ce ne sera pas nécessairement le chaos, mais les choses seraient plus claires* », explique le politologue Elias Nikolakopoulos.

En cas de chute du gouvernement, le président convoque chacun des chefs des principaux partis pour leur demander s'ils sont en mesure de former un gouvernement. Ils ont en théorie trois jours pour répondre, mais cela peut aller plus vite. En cas d'échec, la dissolution n'est pas automatique. Il peut leur demander de trouver une majorité pour former un gouvernement de consensus. Les principaux partis y sont prêts.

« *Finalement on se retrouve dans la même situation qu'en juin, quand Georges Papandréou avait indiqué à Antonis Samaras qu'il était prêt à quitter son poste de premier ministre, afin de favoriser un gouvernement de coalition* », explique l'expert politique Georges Séfertzis. L'affaire, ébruitée par des partisans de M. Samaras, avait rapidement tourné court.

Georges Papandréou nourrit souvent ses discours de références mythologiques, de Ulysse à Sisyphe. Dans son intervention lors du conseil des ministres extraordinaire qu'il a convoqué, il a choisi une image biblique, celle du Calvaire : « *Nous portons notre croix et nous jettent des pierres.* » Vendredi, le premier ministre s'apprête à poursuivre sa Passion. ■

ALAIN



## Politique | Chronique

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

# Que faire du peuple ?

**L**e référendum grec sur l'euro est en train de faire pschitt, et c'est tant mieux. Car quel est aujourd'hui le degré de souveraineté du peuple grec ? Quelle est sa capacité de décider librement de son destin alors que les caisses sont vides et que l'Union européenne comme le Fonds monétaire international ont suspendu le versement de la sixième tranche du plan d'aide : 8 milliards d'euros absolument nécessaires à la Grèce pour payer ses fonctionnaires et honorer les échéances de sa dette ?

Un pays qui a perdu sa souveraineté budgétaire a perdu son libre choix. Georges Papandréou, le premier ministre grec, l'a appris à ses dépens, tancé par ses partenaires européens, qui l'ont accusé de « déloyauté », lâché par une partie de ses ministres, qui n'ont pas apprécié son coup de poker, isolé par le cordon sanitaire dressé autour de lui par le couple franco-allemand.

La question qu'il voulait poser à son peuple – pour ou contre le plan de soutien européen – revenait à choisir entre le défaut partiel ou la faillite, la peste ou le choléra. Celle que lui a dictée le couple Merkel-Sarkozy : pour ou contre l'euro, jouait sur le réflexe de survie des Grecs, qui n'ont pas envie de voir leurs économies se transformer en drachmes dévaluées. Mais leur colère contre le premier ministre pouvait tout fausser. Le référendum était une très mauvaise idée.

On ne peut cependant raisonner

comme si le peuple n'existait pas et comme s'il était inconvenant de lui demander son avis. A chaque moment-clé de son histoire, l'Europe a affronté un procès en déficit démocratique. La crise de la dette exacerbe le malaise non seulement parce qu'elle touche au portefeuille, mais parce qu'elle pousse jusqu'à l'extrême les contradictions de la construction européenne : elle a fait émerger une monnaie fédérale et un marché unique, mais en laissant subsister des politiques budgétaires et fiscales natio-

## Un pays qui a perdu sa souveraineté budgétaire a perdu son libre choix

nales, si bien qu'on ne sait plus qui est responsable de quoi, ni qui doit rendre des comptes à qui.

Depuis que la Grèce est incapable de rembourser ses dettes, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont érigés en pompiers de la zone euro, mais sans reconnaître que leur défaut de vision commune avait engendré des ratés dans le sauvetage de la Grèce et sans parvenir à formuler une offre politique commune sur l'avenir de l'Europe. Ils peuvent bien faire la leçon à M. Papandréou, ils ne peuvent ignorer l'avertissement : l'austérité sans un minimum de vision conduit au populisme. ■

fressoz@lemonde.fr